

Les JO pourraient faire perdre beaucoup de blé aux céréaliers

PARIS 2024 | La filière est vent debout contre l'interdiction de navigation sur la Seine avant la cérémonie d'ouverture, alors que le trafic des péniches y est très intense à cette période des moissons.

Vincent Mongaillard

A LA SAISON des moissons, au cœur de l'été, les péniches font le plein de blé devant les immenses silos de Vaux-le-Pénil (Seine-et-Marne) en bord de Seine. Destinée à l'exportation, la cargaison de la coopérative agricole Valfrance est acheminée jusqu'à Rouen (Seine-Maritime), premier port céréalier européen. Elle traverse la capitale entre deux bateaux de touristes. Sauf que, pour la cuvée 2024, les récoltes pourraient rester à quai de longues journées en raison des Jeux olympiques.

« Un scénario du pire qu'on ne peut pas envisager, on a tiré toutes les sonnettes d'alarme », signale Laurent Vittoz, directeur général de l'entreprise alimentée par 1 400 fermes de Seine-et-Marne et de l'Oise. Fin novembre, la préfecture de la région Île-de-France a annoncé la fermeture complète du trafic fluvial à Paris une semaine avant la cérémonie d'ouverture, histori-

que, programmée le 26 juillet. Une décision pour permettre la sécurisation de la Seine et l'organisation des ultimes répétitions de la parade olympique. Les jours suivants, la navigation risque encore d'être perturbée, surtout lors des épreuves aquatiques comme la natation marathon et le triathlon.

« Pour l'instant, pas de plan B »

Tous les acteurs de la filière céréalière, organisés en interprofession, Intercéréales, se réunissent ce vendredi à Paris pour aborder cette question très sensible – non anticipée par les autorités selon eux – qui pourrait, potentiellement, leur coûter beaucoup de blé : un demi-milliard d'euros de pertes si l'on en croit leurs calculs ! « Si on est bloqués, c'est la catastrophe », s'inquiète Jean-François Lepy, secrétaire d'Intercéréales.

Car l'interdiction coïncide avec la période intensive des moissons d'une bonne partie des céréales hexagonales à l'instar du blé et de l'orge et, donc, le rush des barges en direction de la Normandie. Chaque année, trois millions de tonnes de grain, notamment du Bassin parisien, empruntent cette autoroute nautique avant de s'inviter sur les mers du globe. Durant l'été, 700 000 tonnes voguent face à la tour Eiffel.



PIERRE PHILIPPE GOLDSTEIN

Dans ces conditions, la filière céréalière va tenter de trouver un compromis avec les autorités. Après un premier rendez-vous fin décembre, une nouvelle rencontre entre Intercéréales et Marc Guillaume, préfet de la région Île-de-France, est prévue le 19 janvier selon nos informations. Jean-François Lepy, porte-drapeau de la filière céréalière, portera une demande concrète : autoriser, lors de la semaine de fermeture de la Seine, en amont du défilé d'athlètes, le passage des péniches en « convois serrés » sous escorte à « des horaires très précis » qui peuvent « même être la nuit ».

Le préfet à l'écoute des revendications

« On peut imaginer, au cours de ces huit jours, deux créneaux de trois heures durant lesquels on fait circuler 20 à 30 barges en respectant des consignes de sécurité », dévoile-t-il. Il souhaite aussi que, durant la quinzaine olympique, les bateaux puissent passer lors de plages horaires vers « 11 heures ou midi » et « 2 heures du matin ». Dans l'entourage du préfet, on assure qu'il « est à l'écoute » des revendications des céréaliers. Pour résoudre ce casse-tête, il est un levier que le haut fonctionnaire ne pourra actionner : déplacer les dates des moissons... dictées par la météo.

Lors de ces pics de juillet et août, une dizaine de bateaux transitent quotidiennement par la capitale.

Les alternatives au transport fluvial sont, dans l'urgence, impossibles à mettre en place. Chaque remplacement de péniche nécessiterait entre 30 et 50 camions... pour un bilan carbone désastreux. « De toute façon, c'est introuvable à cette période », évacue Laurent Vittoz, de la coopérative Valfrance. Et le train ?

Les acteurs de la filière céréalière se réunissent ce vendredi à Paris pour aborder la fermeture complète du trafic fluvial pendant les JO. Un aléa qui pourrait, potentiellement, leur coûter un demi-milliard d'euros de pertes.

« Techniquement pas faisable, ça se réserve au moins un an à l'avance, on n'est pas sur un train de voyageurs pour partir en vacances », répond le patron, qui n'a donc « pour l'instant pas de plan B ». Impossible de stocker trop longtemps son blé et son orge, il faut procéder au « dégage-ment » des silos afin de libérer de la place pour la « grosse moisson d'automne » du maïs, qu'on « ne peut pas laisser dehors ».



Si on est bloqués, c'est la catastrophe

Jean-François Lepy, secrétaire d'Intercéréales